

Département de LA GIRONDE



Commune de Carignan-de-Bordeaux

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Travaux de voirie 2019

Règlement de consultation
(R.C.)

Statut	Etabli par	Vérifié par	Approuvé par	Date	N° de pièce
Version 1	EB	EB	SL	07/06/2019	0-2

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Commune de Carignan-de-Bordeaux

Objet du marché

Travaux de voirie 2019

Procédure de consultation

Procédure adaptée en application des articles R2123-1, 4, 5, 6 du décret n°2018-1075 en date du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Remise des offres

Date limite de réception : le lundi 12 août

Heure limite de réception : 10h00

Sommaire

Pages

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION.	5
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.	5
2.1 Procédure retenue	5
2.2 Pouvoir adjudicateur (PA)	5
2.3 Maîtrise d'œuvre de l'opération	5
2.3 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	5
2.4 Décomposition en tranches.	5
2.5 Décomposition en lots.	5
2.6 Contrôle technique.	5
2.7 Contrôle architectural et paysager	5
2.8 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	5
2.9 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.	6
2.10 Solutions de base.	6
2.11 Variantes techniques.	6
2.12 Solutions techniques supplémentaires ou alternatives.	6
2.13 Mode de règlement.	6
2.14 Délai d'exécution	6
2.15 Marché similaire	6
2.16 Délai de validité des offres.	7
2.17 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense.	7
2.18 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.	7
2.19 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.	7
2.20 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.	7
2.21 Appréciation des équivalences dans les normes.	7
2.22 Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique	7
2-22-1. Conditions du marché : Cautionnement et garanties exigées	7
2-22-2. Conditions de participation des concurrents	8
2.23 Clauses sociales et environnementales	8
ARTICLE 3 : LES CANDIDATS ADMIS A CONCOURIR	8
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES.	9
4-1 Modalités de remise du dossier de consultation des entreprises	9
4-1-1- Contenu des dossiers de consultation des entreprises	9
4-1-2- Modifications de détail au dossier de consultation.	9
4-1-3- Retrait des dossiers de consultation	9
4-2 Modalités de remise du dossier de réponse des entreprises par le candidat	10
4-2-1- Généralités	10
4-2-2- Remise des réponses	10
ARTICLE 5 : ANALYSE DES CANDIDATURES.	14
5-1 Ouverture des candidatures	14
5-2 Critères de sélection des candidats	14
ARTICLE 6 : ANALYSE DES OFFRES	14
6-1 Analyse des offres	14
6.2 Correction ou rejet des offres	15

ARTICLE 7 : NEGOCIATION	16
ARTICLE 8 : INDEMNITES DES CANDIDATS AYANT REMIS UNE OFFRE.	16
ARTICLE 9 : AUDITION DES CANDIDATS AYANT REMIS UNE OFFRE.	16
ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DU MARCHE	16
10-1 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu	16
10-2 Documents à fournir par l'attributaire du marché	17
ARTICLE 11 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.	17
Modalités de remise de l'offre par voie électronique	17
ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.	18
12-1 Renseignements d'ordre administratif ou technique	18
12-2- Visite sur site	18
12-3 Modifications de détail au dossier de consultation.	19
12-4 Procédure de recours	19

Article premier : Objet de la consultation.

La présente consultation concerne **les travaux de voirie 2019 de la commune de Carignan-de-Bordeaux.**

Article 2 : Conditions de la consultation.

2.1 Procédure retenue

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure **adaptée**.

Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1, 4, 5, 6 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

2.2 Pouvoir adjudicateur (PA)

Mairie de Carignan de Bordeaux
24 Rue de Verdun
33360 Carignan-de-Bordeaux
Tél. : 05 56 21 21 62
Mail : dgs@carignandebedx.fr

Représenté par : Monsieur le Maire

2.3 Maîtrise d'œuvre de l'opération

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par :

S.A.R.L. AmEau Ingénierie
Parc Innolin 15 allée des acacias – CS 60073
33701 Mérignac Cedex - France
Téléphone : 05 56 17 40 50
Mail : ingenierie@ameau-be.fr
Site : www.ameau-be.fr

2.3 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Assistance & Médiation – Erik LOOT
3, Avenue Charles Cante
33650 La Brède
Téléphone : 06 07 42 51 35
Mail : erik.loot@amgironde.fr
Site : www.amgironde.fr

2.4 Décomposition en tranches.

La présente consultation ne fait pas l'objet de décomposition en tranches.

2.5 Décomposition en lots.

Sans objet

2.6 Contrôle technique.

Sans objet

2.7 Contrôle architectural et paysager

Sans objet.

2.8 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Il est fait application des dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement.

2.9 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.

Le chantier sera réalisé sous charte qualité « chantier propre ». Les entreprises devront rédiger une notice précisant le mode d'élimination des déchets. La réglementation en vigueur devra être respectée. Le brûlage à l'aire libre et l'enfouissement sur site seront strictement interdits. Les déchets devront être évacués vers des centres adaptés du département. Un bordereau de suivi des déchets de chantier devra être rempli pour chaque évacuation. Avant tout commencement des travaux, l'entreprise soumettra au maître d'œuvre le plan de signalisation du chantier ainsi qu'un plan de circulation comme précisé au C.C.T.P.

2.10 Solutions de base.

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

2.11 Variantes techniques.

Le C.C.T.P. mentionne les variantes à proposer.

2.12 Solutions techniques supplémentaires ou alternatives.

Sans objet.

2.13 Mode de règlement.

Le règlement sera effectué conformément aux règles de la comptabilité publique, dans les conditions fixées par le code de la commande publique et le C.C.A.G. travaux.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement administratif dans les 30 jours. L'unité monétaire est l'euro.

Les références du compte bancaire où les paiements seront effectués sont à indiquer à l'acte d'engagement.

Une garantie à première demande sera exigée du candidat s'il ne renonce pas au bénéfice de l'avance prévue à l'article R2191-3 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

2.14 Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux (délai total : préparation + travaux, affiché à l'article 3-2 de l'acte d'engagement) est laissé à l'initiative des candidats qui devront le préciser dans l'Acte d'Engagement (critère retenu dans le jugement des offres).

Chaque candidat proposera un délai d'exécution. Ce délai ne pourra toutefois dépasser un « délai plafond » cinq (5) mois.

2.15 Marché similaire

La personne publique se réserve le droit de passer, avec le titulaire, un nouveau marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu dans le respect du code de la commande publique.

2.16 Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre-vingt-dix (90)** jours qui court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.17 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense.

Sans objet.

2.18 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le Pouvoir Adjudicateur ou l'Entité Adjudicatrice se réserve le droit d'introduire dans le C.C.A.P. la clause suivante :

« L'entrepreneur garantit le Pouvoir adjudicateur (ou l'Entité Adjudicatrice) contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition : [lister les matériaux et fournitures concernés] pendant un délai deans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants ».

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'œuvre ou du Pouvoir Adjudicateur (ou de l'Entité Adjudicatrice), par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivante(s) : lister les matériaux et fournitures concernés]

2.19 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.

Voir CCAP article n°1-7.

2.20 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.

Aucune stipulation particulière.

2.21 Appréciation des équivalences dans les normes.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

2.22 Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

2-22-1. Conditions du marché : Cautionnement et garanties exigées

Si l'avance forfaitaire prévue au C.C.A.P. doit être versées au titulaire, le mandatement de cette avance ne sera possible qu'après constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance forfaitaire.

Le financement est assuré par les fonds propres de la collectivité et par des subventions sous réserve de la réalisation des travaux consécutifs aux études objets des présentes.

2-22-2. Conditions de participation des concurrents

2-22-2-1- Forme juridique

Le marché sera conclu à l'entreprise générale, selon l'offre qui sera retenue :

- soit avec une entreprise unique,
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires ou conjoints conformément aux articles R2142-19 et 20 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de membres de plusieurs groupements

2-22-2-2- Sous-traitance

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de travaux effectués par un prestataire tiers, la sous-traitance est déclarée obligatoirement et les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 consolidée au 1 avril 2019 sont applicables : le candidat remettra, avec son offre, l'annexe de l'acte d'engagement dûment complétée, concernant la demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du ou des sous-traitants identifiés.

Conformément à la loi précitée, le candidat doit indiquer dans l'acte d'engagement (AE) la nature et le montant de la prestation qu'il envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit un tableau du CA des 3 dernières années de chaque sous-traitant.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance soit un engagement écrit de chacun des sous-traitants.

Le montant maximal de la créance que le candidat pourra présenter en nantissement ou céder sera égal au montant de son offre diminué du montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

2.23 Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

Article 3 : Les candidats admis à concourir

Les candidats devront obligatoirement avoir les compétences et les spécialisations suivantes :
Voirie et Réseau Divers

Ne peuvent participer, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement de la présente consultation, à l'élaboration du programme, les membres de leur famille, ascendants ou descendants ou leurs collatéraux, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs, ainsi que les membres de la CAO. Les membres de la CAO ne peuvent, en aucun cas, participer aux missions confiées à l'adjudicataire du marché.

Article 4 : Présentation des candidatures et offres.

4-1 Modalités de remise du dossier de consultation des entreprises

4-1-1- Contenu des dossiers de consultation des entreprises

Le présent D.C.E. contient les pièces suivantes :

Bordereau 0 – Conditions d'appel à la concurrence comprenant :

- 0-1- L'avis d'appel public à la concurrence (AAPC)
- 0-2- Le règlement de consultation (R.C.)

Bordereau 1 – Pièces constitutives du marché comprenant :

- I-1- L'acte d'engagement (A.E.)
- I-2- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- I-3- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- 1.3. Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)
- 1.4. Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- I-5- Le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets de Chantier (SOGED)
- I-6- Le Schéma Organisationnel du Plan Assurance Qualité (SOPAQ)
- I-7- Déclaration de projet de Travaux (D.T.)

Bordereau 2 – Pièces destinées à l'intelligence du dossier comprenant :

- II-1- Plan de situation
- II-2- Plan des travaux

4-1-2- Modifications de détail au dossier de consultation.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition présente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4-1-3- Retrait des dossiers de consultation

- a) Le DCE sera remis gratuitement à chaque candidat qui en fera la demande sur la plateforme des marchés publics : <https://demat-ampa.fr/>
- b) Aucun DCE ne sera adressé par courrier.
- c) Le mode retrait du D.C.E. ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre.
- d) L'avis d'appel public à la concurrence est consultable sur la plateforme des marchés publics : www.e-marchespublics.fr. Seules les informations contenues dans cet organe de parution font foi.
- e) Seul le D.C.E. détenu par le maître d'ouvrage fait foi.

4-2 Modalités de remise du dossier de réponse des entreprises par le candidat

4-2-1- Généralités

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché (calcul des acomptes et du solde, détermination des « nets à payer » etc.,) est appelée « monnaie de compte » dans l'ensemble des pièces du présent dossier. La personne publique choisit comme monnaie de compte l'Euro.

L'acte d'engagement sera complété aux commentaires joints à ce document.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager l'entreprise sous quelque forme juridique que ce soit.

4-2-2- Remise des réponses

Le dossier à remettre par les candidats **contiendra un dossier de candidature et un dossier d'offre**. Il comprendra les pièces suivantes :

A- Un dossier de candidature comprenant :

A-1- Renseignements fournis par les candidats

Le dossier contiendra impérativement les justificatifs suivants :

1. La copie du ou des jugements prononcés si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ;
2. Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à 5 et L2141-7 à 11 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail (fournir tout document attestant du respect de ces obligations d'emploi) ;
3. Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires pour représenter tous les opérateurs économiques ;
4. Des certificats de qualité ou de capacité délivrés par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques ;

A-2- Expérience, capacités professionnelles, techniques et financières

En outre, afin d'évaluer l'expérience, les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat, le dossier devra contenir les documents suivants :

1. déclaration concernant le chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

2. déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
3. bilans ou extraits de bilans concernant les trois derniers exercices, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
4. déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
5. présentation d'une liste de travaux exécutés au cours des cinq dernières années appuyées d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ;
6. indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestations de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
7. DC1 – Lettre candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics ;
8. DC2 – Déclaration du candidat, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics ;
9. Toute pièce permettant d'apprécier les garanties professionnelles et financières de l'entreprise.
10. Liste de références de moins de 3 ans pour des travaux équivalents avec certificats de capacités (soit le 5) soit le 10> à choisir)
11. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs économiques en présentant les documents visés ci-dessus. Le candidat devra apporter la preuve qu'il disposera de ce ou de ces opérateurs pour l'exécution du marché.

A-3- Régularisation

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production est réclamée en application des articles 3-1-1-1-A-1 et 3-1-1-1-A-2 du présent règlement de consultation sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à dix (10) jours. Les autres candidats en seront informés ; ils auront la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

B - Un dossier d'offre comprenant :

- ***un acte d'engagement*** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le candidat ou le mandataire du groupement.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre les renseignements exigés dans le code de la commande publique.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-3 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)** : daté, et signé ;
- **le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)** daté, et signé ;
- **Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)** : cadre(s) ci-joint(s) à compléter sans modification ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)** : cadre(s) ci-joint(s) à compléter sans modification ;
- **Un mémoire explicatif et justificatif** des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

A ce document seront joints des documents explicatifs, notamment :

- des indications concernant la provenance des principales fournitures et éventuellement, les références des fournisseurs correspondants;
- un programme d'exécution des ouvrages indiquant de façon sommaire la durée des différentes phases du chantier;
- des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés ;
- une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.

- **Un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) :**

Ce document explique les dispositions prévues par le candidat, pour **limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel**. Il comprendra notamment :

- l'organigramme de l'entreprise (si possible nominatif) précisant les missions et délégations de chaque niveau hiérarchique, pour les personnels concernés par le chantier ;
- une note précisant l'organisation du contrôle de l'environnement (plan du respect de l'environnement, contrôle intérieur, contrôle extérieur, maîtrise des non-conformités, etc.) ;
- un mémoire justificatif comprenant le mode opératoire de protection de l'environnement, notamment pour la gestion de l'eau ;
- un mémoire justificatif sur les mesures prévues pour la réduction des nuisances pour les usagers (extérieurs et intérieurs au chantier), charte chantier propre.
- Les procédures mises en place pour le respect de l'environnement

- **Un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ)** cadre ci-joint à compléter, dater et signer servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché.

Chaque rubrique est jugée indispensable au choix du mieux-disant pour l'application du critère "Valeur technique de l'offre" prévu à l'article 4 du présent règlement.

Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'Entrepreneur présentées dans l'ordre des textes précités, en particulier, il pourra y être joint :

- l'organigramme de l'entreprise (si possible nominatif) précisant les missions et délégations de chaque niveau hiérarchique, pour les personnels concernés par le chantier ;
- un programme d'exécution des ouvrages indiquant la durée des différentes phases de chantier ;
- un mémoire justificatif sur le mode opératoire et d'exécution des différentes phases de chantier, de la mise en œuvre des matériaux, d'exploitation sous circulation et indications sur les moyens matériels que l'entreprise compte mettre à disposition. Ce mémoire comprendra également un plan indiquant le phasage des travaux ;

- l'organisation des contrôles d'assurance qualité qui reviennent à l'entreprise pour chaque tâche d'exécution : description des méthodes, fréquences, éventuellement sous-traitance envisagée par l'entreprise ;
 - des indications sur les moyens prévus pour assurer le contrôle interne et externe ;
 - une liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'acceptation du maître d'ouvrage après la conclusion du marché ; le SOPAQ devra indiquer comment est organisé l'assurance qualité des prestations des sous-traitants ;
 - des indications concernant la provenance des principales fournitures, les références des fournisseurs correspondants et les procédures de contrôle de qualité prévues ;
 - une note indiquant les principales mesures pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;
 - les références des produits proposés (performance par rapport aux normes correspondantes) et les fiches techniques produits ;
- Une notice retraçant le **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets de Chantier (SOGED)** – Dispositions préparatoires. Cette notice expliquera les mesures prévues par le candidat pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets du chantier, en conformité avec l'article L.541-2 du Code de l'Environnement. Dans ce document, l'entreprise exposera et s'engagera sur les dispositions préparatoires suivantes :
 - Les méthodes utilisées pour assurer le tri sélectif des déchets, avec prise en compte de leur type et de leur quantité ;
 - Les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets ;
 - les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage et/ou lieu de réutilisation où seront acheminés les différents déchets à évacuer en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
 - les méthodes qui seront utilisées pour ne pas mélanger les différents types de déchets
 - les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux
 - l'information du maître d'œuvre en phase travaux (composition, quantités, lieu de dépôt envisagé...) par le biais de bordereaux de suivi notamment,
 - Une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;
 - **Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes.**

Sans objet.

Article 5 : Analyse des candidatures.

5-1 Ouverture des candidatures

Seuls seront ouverts les plis conformes à l'article 11-1 du présent RC et qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limite de remise des offres.

5-2 Critères de sélection des candidats

Les candidatures seront examinées conformément aux articles R2144-1, 2, 3, 4, 5 et 6 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Article 6 : Analyse des offres

6-1 Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1, 2, 3, 4, 5, et 6 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Il portera sur l'ensemble des travaux.

La technique retenue est celle du ratio ; elle prend pour base l'offre la meilleure pour chaque critère.

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération
1. Valeur technique	50%
2. Prix des prestations	40%
3. Délais d'exécution	10%

Analyse du critère « prix des prestations »

L'attribution du nombre de points est obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Note} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix proposé par le candidat}) \times \text{le coefficient de pondération affecté au critère}$$

Le prix le plus bas correspond au montant de l'offre la plus faible parmi celles jugées recevables.

Analyse du critère « valeur technique des prestations »

L'évaluation de la valeur technique sera réalisée à partir des éléments suivants :

a) critères environnementaux

La note attribuée sera appréciée au vu du contenu des documents suivants :

- le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE),
- le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets de chantier (SOGED)
- le Schéma Organisationnel du Plan Assurance Qualité (SOPAQ)

b) critères techniques d'exécution et d'exploitation du chantier

- le mode opératoire et d'exécution des différentes phases de chantier et d'exploitation

La note sera attribuée au vu des documents suivants :

- l'organigramme précisant les missions de chaque niveau hiérarchique,
- les plans de phasages,
- les plannings d'exécution détaillés faisant ressortir les délais d'exécution par phase,
- les modes opératoires et d'exécution sous circulation.

- le mode opératoire et d'exécution de la mise en œuvre des matériaux

La note sera attribuée au vu des documents suivants :

- les fiches techniques produites avec la liste du ou des fournisseurs faisant référence aux normes,
- l'organisation du contrôle d'assurance qualité,
- la liste des sous-traitants et l'organisation de leur assurance qualité,
- le mémoire détaillé sur la mise en œuvre des matériaux comportant notamment les références aux normes correspondantes.
- les sous-détails de prix mentionnés au présent règlement de consultation,

Analyse du critère « délais d'exécution »

L'attribution du nombre de points est obtenue par application de la formule suivante :

Note = (délais le plus bas / délais proposés par le candidat) X le coefficient de pondération affecté au critère

Cumul des analyses

La note finale attribuée à chacun des candidats correspond au cumul des résultats obtenus à chacun des critères. Cette note est attribuée sur 100.

Les offres de chaque candidat sélectionné seront analysées, les offres inappropriées au sens l'article 59 du décret n°2016-360 relatif aux Marchés Publics ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables au sens dudit article seront éliminées.

6.2 Correction ou rejet des offres

Si une offre paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicataire peut la rejeter par décision motivée après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge utiles et vérifié les justifications fournies dans les conditions posées par les articles R2152-3, 4 et 5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

En cas de discordance constatée dans une offre les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le D.Q.E seront rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du D.Q.E. qui sera pris en considération.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaire lors de l'examen des offres.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement. L'offre la mieux classée sera donc retenue à **titre provisoire** en attendant que le candidat produise les certificats conformément à l'article R2143-7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

Article 7 : Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats qui, à l'issue d'une première analyse des offres, ont présenté une offre conforme.

La phase de négociation se déroulera dans les conditions indiquées ci-dessous.

Les candidats recevront de la part du pouvoir adjudicateur, par écrit, une proposition de négociation dans laquelle figureront les éléments suivants :

- Intitulé du marché
- Objet de la négociation
- Date et heure limites à laquelle le candidat devra proposer sa nouvelle offre, étant précisé qu'en l'absence de nouvelle proposition, le candidat sera réputé maintenir son offre initiale.

En cas de nouvelle proposition dans le cadre d'une négociation, le candidat retenu sera invité à compléter, dater et signer un nouvel acte d'engagement ainsi qu'un nouveau D.Q.E.

Article 8 : Indemnités des candidats ayant remis une offre.

Il n'est pas prévu de primes versées aux candidats.

Article 9 : Audition des candidats ayant remis une offre.

En cas de nécessité le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'auditionner les candidats dans le cadre de la négociation qui pourra entre autres porter sur le prix. Les modalités de l'audition seront communiquées aux candidats ayant remis une offre conforme.

Article 10 : Attribution du marché

10-1 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

- Pour l'application **des articles** R2143-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique., conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- Une **attestation sur l'honneur** établie par le candidat certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à 12, L.3243-1, 2 et R.3243-1 à 5 du Code du Travail ;
- les **attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.**

Ces documents seront remis par le candidat susceptible d'être retenu dans le délai de 10 jours à compter de la réception de la demande présentée par le pouvoir adjudicateur à moins qu'ils n'aient été déjà remis dans le dossier de candidature.

10-2 Documents à fournir par l'attributaire du marché

Les attestations d'assurance visées à l'article 1-10-3 du CCAP seront remises par l'attributaire avant la notification du marché, s'il ne l'a pas fait lors de la remise de sa candidature ou de son offre.

Pour l'application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers, définie à l'article 1-10-1 du CCAP, sera remise par l'attributaire avant la notification du marché.

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, fournir ces documents dès la candidature.

Si le candidat ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité dans les mêmes conditions.

Si les documents fournis par un candidat en application du présent article ne sont pas rédigés en langue française, ils devront obligatoirement être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 11 : Conditions d'envoi ou de remise des offres.

Modalités de remise de l'offre par voie électronique

Les offres devront être transmises sur le profil d'acheteur de la commune, avant la date et l'heure limites de remises des offres, avec les éléments suivants :

- Les pièces de candidatures
- Les pièces de l'offre

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ne seront pas retenus.

Le pouvoir adjudicateur impose les plis adressés par voie électronique. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur. Cette transmission doit s'effectuer sur la plateforme des marchés publics : : <https://demat-ampa.fr/>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

La présentation des plis électroniques devra être conforme à l'article 4-2 du présent règlement de consultation. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle devra être remise contre récépissé à :

Mairie de Carignan de Bordeaux
24 Rue de Verdun
33360 Carignan-de-Bordeaux

Horaires d'ouverture : Du lundi au jeudi : 9h – 12h30 / 15h – 17h30
Vendredi : 9h – 12h

avant la date et l'heure indiquée dans la page de garde du présent règlement ou si elle est envoyée par la poste, il devra l'être à l'adresse susvisée, par pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à destination **avant** ces mêmes date et heure limites.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront éventuellement re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Article 12 : Renseignements complémentaires.

12-1 Renseignements d'ordre administratif ou technique

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande via le profil d'acheteur de la commune de Carignan de Bordeaux.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation.

12-2- Visite sur site

Une visite collective du site sera organisée par le maître d'œuvre le 25 juillet 2019 à 14h.

Cette visite est obligatoire.

Pour ce faire, chaque candidat devra contacter le maître d'œuvre de l'opération Ameau Ingénierie par téléphone au : 05.56.17.40.50. ou par mail : ingenierie@ameau-be.fr.

A l'issue de la visite, il sera remis à chaque candidat ayant participé à la visite, un certificat signé par le maître d'œuvre et le représentant de l'entreprise.

Cette pièce devra **obligatoirement** figurer dans le dossier d'offre du candidat.

Les candidats ne pourront en aucun cas se prévaloir de l'insuffisance des documents techniques de présentation du site ainsi que de la méconnaissance de celui-ci.

Les questions devront être adressées uniquement par voie électronique via la plateforme des marchés publics : www.e-marchespublics.fr

Chacun des candidats est invité à rassembler, autant que faire se peut, toutes ses questions en un voire deux envois maximum.

Il ne sera répondu à aucune question orale. Aucun candidat ne sera reçu individuellement par le maître d'ouvrage pendant la procédure de passation du présent marché.

12-3 Modifications de détail au dossier de consultation.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition présente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

12-4 Procédure de recours

Instance compétente en cas de recours : Tribunal Administratif de Bordeaux 9 rue Tastet CS21490 33063 Bordeaux Cedex, tél. : 05.56.99.38.00, courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr, adresse internet : <http://www.ta-bordeaux.juradm.fr>

En cas de litige, le comité consultatif de règlement amiable prévu à l'article R2197-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, pourra également être saisi soit par le représentant de la commune soit par le titulaire du marché.